

# VEILLE JURIDIQUE ET SUIVIT DE L'ACTUALITÉ SOCIALE

LOCQUE Marlène

Du 18 au 24 Avril 2016

## Sources

## Brève description du contenu

Lundi 18 Avril 2016

### THÈME : Juridique

*Minima sociaux : les propositions de simplification de Christophe Sirugue*

*Journal : ASH*

Dans son rapport, remis lundi 18 avril au Premier ministre, Christophe Sirugue (député socialiste de Saône-et-Loire) formule trois scénarios visant à simplifier le fonctionnement des minima sociaux, et à poser les bases d'une réforme en profondeur. Celle-ci permettrait :

- Une couverture socle commune à tous les bénéficiaires des minima sociaux
- Un renforcement des politiques d'insertion des départements.

Mais ces derniers restent, selon l'ADF (Assemblée des Départements de France), "extrêmement vigilants" face au coût des mesures envisagées.

### THÈME : Établissements et services

*L'Unccas diagnostique les difficultés financières des services à domicile*

*Journal : ASH*

Pour répondre aux difficultés financières rencontrées par les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD), de l'Union nationale des centres communaux et intercommunaux d'action sociale (Unccas) va lancer un diagnostic de certains SAAD de son réseau. Cela, dans le cadre d'une convention conclue avec la mission des services à la personne.

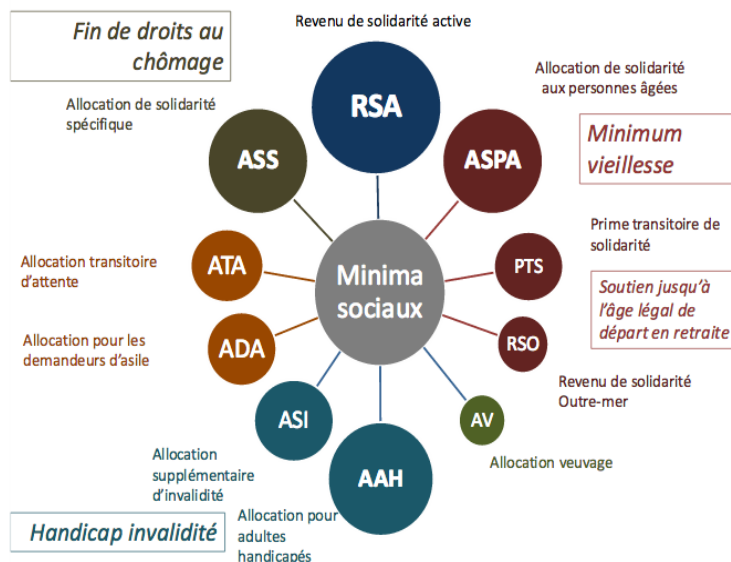
Mardi 19 Avril 2016

### THÈME : Juridique

*Le feu vert de la simplification des minima sociaux*

*Journal : Dossier familial*

Manuel Valls donne son feu vert à la simplification des minima sociaux développée dans le rapport « Sirugue ». Cette réforme devrait voir le jour en 2017. Pour la réduction du nombre de minima sociaux de 10 à 5 et la création d'une allocation unique ouverte dès 2018.



<p><b>THÈME : Société</b></p> <p><i>Dispositif hivernal francilien : l'accompagnement social progresse, selon la DRIHL</i></p> <p><i>Journal : ASH</i></p>	<p>Pour la troisième année consécutive, la direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement (DRIHL) et la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS) ont mené, dans la nuit du 5 au 6 mars 2015, "une enquête sur les personnes accueillies dans les structures d'hébergement franciliennes ouvertes pendant la période hivernale", pour "améliorer la connaissance" des publics concernés.</p> <p>Les résultats de cette enquête démontrent, que les nombreux dispositifs mis en place par l'État permettent un niveau de mobilisation hivernale supérieur aux années précédentes. L'exploitation de l'enquête menée en Mars 2016 permettra d'informer ou de confirmer les tendances constatées.</p>
<p><u>Mercredi 20 Avril 2016</u></p> <p><b>THÈME : Immigration</b></p> <p><i>Des migrants rapportent qu'un naufrage a fait des centaines de morts en Méditerranée</i></p> <p><i>Journal : Le Monde</i></p> <p><b>THÈME : Juridique</b></p> <p><i>Une campagne officielle contre les discriminations à l'embauche</i></p> <p><i>Journal : Dossier familial</i></p> <p><b>THÈME : Juridique</b></p> <p><i>Refonte des minima sociaux : les associations attendent du concret</i></p> <p><i>Journal : ASH</i></p>	<p>Des dizaines de migrants secourus en Méditerranée samedi ont raconté <b>avoir</b> assisté à « <i>un grand naufrage</i> » entre les côtes libyenne et italienne qui pourrait avoir fait jusqu'à 500 morts. Cet événement relance les inquiétudes sur la reprise de cette voie migratoire ayant déjà connu nombre de désastres similaires.</p> <p>Le gouvernement mène depuis mardi 19 avril une campagne de sensibilisation aux discriminations à l'embauche, à travers les réseaux sociaux et des affiches déployées pendant quinze jours, notamment dans des gares et stations de métro (à consulter sur le site du ministère du Travail). Toujours applicable, le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 indique : « <i>Nul ne peut lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances.</i> »</p> <p>Les associations de lutte contre l'exclusion appellent à une mise en œuvre rapide de l'ouverture du RSA aux jeunes et des mesures de simplification administrative contenues dans le rapport sur la réforme des minima sociaux remis par Christophe Sirugue, lundi 18 avril. Mais l'idée d'une fusion de ces prestations, largement soutenue, fait néanmoins craindre des effets pervers, notamment dans le champ du handicap.</p>
<p><u>Jeudi 21 Avril 2016</u></p> <p><b>THÈME : Immigration</b></p>	<p>Jacques Toubon alerte de nouveau sur "le caractère alarmant de la situation indigne des enfants non accompagnés présents à Calais", qui "ne sont aujourd'hui, pour la grande majorité d'entre eux, pas protégés" et qui se trouvent au contraire "en situation de très grande</p>

<p><i>Le défenseur des droits s'alarme une nouvelle fois du sort des mineurs isolés à Calais</i></p> <p><i>Journal : ASH</i></p> <p><b>THÈME : Société</b></p> <p><i>La prime d'activité, une aide versée à « plus de 2,3 millions de foyers »</i></p> <p><i>Journal : Dossier familial</i></p>	<p>vulnérabilité", constate-t-il, en formulant, dans une décision rendue publique mercredi 20 avril, une nouvelle série de recommandations pour que leur protection "soit enfin garantie".</p> <p>Entrée en vigueur le 1er janvier, la prime d'activité soutient le pouvoir d'achat de plus de 2,3 millions de foyers. D'après le compte rendu publié sur le site du gouvernement, plus de 3,8 millions de personnes ont bénéficié du dispositif. Ces statistiques ont été arrêtées en mars. « La prévision initiale de 2 millions de ménages est d'ores et déjà dépassée. Destinée aux salariés et aux indépendants, l'aide a remplacé et fusionné le RSA activité et la prime pour l'emploi, pour un gain de 164 € par mois en moyenne.</p>
<p><u>Vendredi 22 Avril 2016</u></p> <p><b>THÈME : Protection de l'enfance</b></p> <p><i>Adoption d'un plan créant 450 places pour renforcer le dispositif ASE</i></p> <p><i>Journal : ASH</i></p> <p><b>THÈME : Santé</b></p> <p><i>Drogues : un rapport plaide pour des espaces de consommation à moindre risque</i></p> <p><i>Journal : ASH</i></p>	<p>Face à l'explosion de ses dépenses d'hébergement hôtelier de mineurs ou de familles en grande difficulté sociale, au titre de l'aide sociale à l'enfance (ASE), le conseil départemental de la Haute-Garonne va mettre en œuvre, à partir du mois de mai, un plan visant à créer environ 450 places pour mettre fin à cet accueil hôtelier inadapté, d'ici à mars 2017. Une réorientation qui suscite des inquiétudes au sein des services sociaux du département.</p> <p>Alors que la loi "santé" du 26 janvier 2016 a inscrit la réduction des risques dans le chapitre consacré à la lutte contre les addictions, la Fédération française d'addictologie a organisé, début avril, une audition publique sur la réduction des risques et des dommages liées aux conduites addictives, qui a donné lieu à un rapport rendu public lundi 18 avril, comprenant 15 recommandations "pour un changement d'orientation de la politique des drogues en France".</p>
<p><u>Samedi 23 Avril 2016</u></p> <p><b>THÈME : Société</b></p> <p><i>Le retour des fouilles à nu dans les prisons</i></p> <p><i>Journal : Le Monde</i></p>	<p>Sept ans après la loi interdisant le recours aux fouilles à nu dans les prisons, la France s'apprête à revenir en arrière au nom de la sécurité en détention. Le ministre de la justice, Jean-Jacques Urvoas, a fait voter au Sénat, le 5 avril dans le projet de loi fourre-tout de lutte contre le terrorisme et d'amélioration de la procédure pénale, un amendement en ce sens. Le projet de loi reste soumis au crible de la commission mixte paritaire réunissant députés et sénateurs, prévue début mai.</p>

